

Médias et opinion publique dans les grandes crises politiques en France depuis l’Affaire Dreyfus.

L’opinion publique, c’est-à-dire l’ensemble des convictions, des jugements et des valeurs d’une société à une époque donnée, est indissociable de l’avènement de la démocratie. Depuis la fin du XIX^e siècle, les médias (la presse écrite, puis la radio à partir des années 1920, la télévision à partir des années 1950, Internet depuis les années 1990) contribuent à la formation et à l’expression de l’opinion publique en France. Cela est particulièrement visible lors des moments de brutale tension qui ont marqué la vie politique française depuis un siècle.

En quoi les crises politiques que la France a connues depuis la fin du XIX^e siècle permettent-elles de montrer comment les médias forment et orientent l’opinion publique ?

I. La presse et son rôle de l’Affaire Dreyfus au 6 février 1934

1. La « Belle époque » est l’âge d’or de la presse à grand tirage

a) **L’avènement de la III^e République donne une liberté presque complète à la presse écrite.** La loi du 29 juillet 1881 fait de **la liberté de la presse** une valeur fondamentale de la République. Le contrôle du pouvoir politique sur la presse et la censure disparaissent, seule la diffamation est interdite. Ce régime très libéral, qui reste intact jusqu’à la fin de la III^e République, n’est interrompu que par des **circonstances exceptionnelles**. L’assassinat du président Sadi Carnot en 1894 est suivi par le vote de lois interdisant la diffusion dans la presse des idées anarchistes ; le déclenchement de la Première Guerre mondiale place la presse sous le contrôle de l’armée, qui censure les informations susceptibles d’affaiblir le moral de l’arrière et qui diffuse des informations complaisantes et mensongères : le « bourrage de crâne ».

b) **La lecture des journaux devient une pratique générale à la fin du XIX^e siècle.** Des inventions comme la presse rotative (1872) ou la linotype (1887) permettent d’**abaisser les coûts de fabrication** et donc le prix de vente des journaux ; le télégraphe et le téléphone accélèrent la transmission de l’information, tandis que le chemin de fer permet de diffuser des journaux sur tous les points du territoire. Par ailleurs, **la généralisation de l’instruction**, réalisée par les lois Ferry de 1880-1881, fait de la lecture des journaux une pratique individuelle, alors qu’elle était jusque-là le plus souvent collective. En 1914, 180 quotidiens sont publiés à Paris et 242 en province pour un total de **près de 10 millions d’exemplaires**.

c) **La presse populaire, la plus lue, coexiste avec une très diverse presse d’opinion.** La presse de la Belle Epoque est dominée par **les quotidiens populaires** à très grand tirage, comme *Le Petit Journal* (1 400 000 exemplaires en 1914) ou *Le Petit Parisien* (800 000 exemplaires). Ces journaux, abondamment illustrés, contiennent surtout des récits de faits divers, des chroniques sportives, quelques reportages et des romans feuilletons. **La presse d’opinion**, moins diffusée, reflète la diversité des courants politiques de la III^e République : la gauche (*L’Humanité* pour les socialistes, *L’Aurore* pour les radicaux), le centre (*Le Temps* ou *Le Figaro*), la droite (*La Croix*) ou l’extrême-droite (*L’Action française*).

2. La presse écrite est au centre de l’Affaire Dreyfus

a) **Il ne s’agit au départ que d’une affaire d’espionnage dévoilée par la presse.** Au début de **novembre 1894**, les journaux annoncent l’arrestation d’un officier de l’État-major de l’armée,

accusé d'avoir fourni des renseignements à l'Allemagne. Qu'il s'agisse d'affaires d'espionnage ou de scandales politico-financiers (comme l'Affaire de Panama en 1892), la presse de l'époque est très friande de ce genre d'information, qu'elle peut traiter en feuilletons à épisodes et à rebondissements. C'est donc très largement qu'elle relate l'arrestation et **la condamnation du capitaine Dreyfus**, puis sa dégradation et sa déportation au bagne en Guyane. Influencés par le journal antisémite *La Libre parole*, les journaux ne manifestent aucun doute sur la culpabilité de Dreyfus, surnommé « Judas » ou « le traître ».

b) La presse fait de l'Affaire Dreyfus une crise politique majeure. A partir de 1897, à l'initiative du frère de Dreyfus et à la suite de la découverte de nouveaux documents accablant **le commandant Esterhazy**, le vrai coupable de l'Affaire, quelques journaux, dont *Le Figaro*, prennent le parti de Dreyfus. Cette offensive des « **dreyfusards** » se heurte à la résistance de l'armée qui refuse de se déjuger : un tribunal militaire acquitte Esterhazy en janvier 1898. En réaction, **Emile Zola** publie dans *L'Aurore* une lettre au Président de la République intitulée « **J'accuse** », dans laquelle il dénonce les officiers qui ont fait à tort condamner un innocent. Il commet ainsi volontairement le délit de diffamation prévu par la loi de 1881 pour obtenir un procès et faire enfin éclater la vérité. Les « **antidreyfusards** » se déchainent alors contre celui qui porte atteinte à l'honneur de l'armée.

c) Orientée par la presse, l'opinion publique se partage entre partisans et adversaires de Dreyfus. L'année 1899 conduit à leur maximum les tensions qui entourent l'Affaire Dreyfus. La presse antidreyfusarde encore majoritaire doit faire face aux progrès des idées dreyfusardes dans l'opinion, tandis que l'extrême-droite nationaliste et antisémite multiplie les **manifestations violentes** pour empêcher toute révision du procès de Dreyfus. Le dessin de Caran d'Ache (« Surtout ne parlons pas de l'Affaire Dreyfus » – « Ils en ont parlé ») résume à lui seul cette **fracture de l'opinion publique**. Ces tensions s'atténuent lorsque Dreyfus, à nouveau jugé et condamné en septembre 1899, est gracié par le président de la République, puis définitivement **innocenté en 1906**. Les divisions créées par l'Affaire Dreyfus au sein de l'opinion ne disparaissent pas pour autant : le clivage droite/gauche est né.

3. La presse écrite est encore au centre de la crise du 6 février 1934

a) L'entre-deux-guerres fait apparaître un nouveau média. Inventée à la fin du XIX^e siècle, la radio, nommée la **TSF (« transmission sans fil »)**, équipe 60% des foyers français en 1939. Contrôlée par l'État, elle s'écoute en famille et devient la principale source de divertissement des années 1930. La presse écrite est, quant à elle, **affaiblie et discréditée**: accusés d'avoir désinformé l'opinion pendant la guerre et confrontés à de grandes difficultés économiques, près de la moitié des titres publiés en 1914 disparaissent après 1918. Ceux qui restent tentent de restaurer leur crédibilité, en adoptant une attitude critique vis-à-vis du pouvoir et en dénonçant les nombreux scandales politiques de l'époque. La presse contribue ainsi à la montée de **l'antiparlementarisme**, très présent dans l'opinion française au début des années 1930.

b) La presse écrite est à l'origine de l'affaire Stavisky. A la fin de 1933, une escroquerie organisée par Alexandre Stavisky avec la complicité de plusieurs ministres et parlementaires est dévoilée. Mais cette affaire ne prend toute son ampleur que le 8 janvier 1934, lorsque Stavisky est trouvé mort à Chamonix par la police venue l'arrêter : si de nombreux journaux (*Le Petit Parisien* ou *Le Figaro*) reprennent la thèse du suicide mise en avant par le gouvernement, la presse d'extrême-droite (*L'Action Française*) ou d'extrême-gauche (*L'Humanité*) accuse celui-ci d'avoir fait **assassiner Stavisky** pour l'empêcher de dénoncer les complicités dont il a bénéficié.

Une violente campagne de presse (« A bas les voleurs ! A bas les assassins ! ») provoque jusqu'à la fin janvier **de nombreuses manifestations** qui forcent le gouvernement à démissionner.

c) La manifestation du 6 février 1934 débouche sur une crise politique majeure. Organisée par des **ligues d'extrême-droite** (les Croix de Feu, Solidarité Française, les Jeunesses Patriotes ou l'Action Française) et par des **organisations d'anciens combattants** (qui ont un rôle politique important dans l'entre-deux-guerres), cette manifestation doit aboutir à la Chambre des Députés pour dénoncer la complicité du gouvernement qui vient d'être créé avec celui qui vient de démissionner. Mais elle donne lieu sur la place de la Concorde à des **affrontements extrêmement violents** avec la police : on compte 12 morts et plus de mille blessés. Cette émeute pousse le nouveau gouvernement à la démission.

d) Les médias rendent très différemment compte de ce qui se passe le 6 février 1934. Si les actualités projetées dans les cinémas (un média très populaire dans les années 1930) ne montrent presque rien faute de moyens techniques suffisants, de nombreuses photographies – notamment celles que publient les revues de photojournalisme –, rendent visible l'extrême violence des affrontements. De son côté, la radio d'État se contente de retransmettre, après avoir attendu la fin de l'opéra diffusé ce soir-là, un communiqué du gouvernement insistant sur le maintien de l'ordre public. C'est donc la presse écrite qui donne les comptes-rendus les plus complets de la manifestation, de son bilan et de ses conséquences, mais qui oriente aussi l'opinion avec **deux interprétations radicalement différentes** : pour **la presse d'extrême-droite**, le gouvernement a fait tirer sur des Français venus clamer leur indignation ; pour **les journaux de gauche**, la manifestation était une tentative de coup d'État fasciste qui a échoué. C'est le point de départ de la formation du Front Populaire, contre lequel l'extrême-droite se déchaîne jusqu'à la fin des années 1930.

II. Les médias et les crises politiques, de juin 1940 à mai 1968

1. Les médias et l'opinion publique se divisent face à la crise de juin 1940

a) La crise de juin 1940 est le début d'une « guerre des ondes » qui dure jusqu'en 1944. La publication des journaux étant désorganisée suite à l'avancée des armées allemandes, c'est par la TSF que, le 17 juin 1940, Pétain annonce son intention de **demander un armistice**. C'est également par la radio, mais de Londres, que de Gaulle lui répond le lendemain en appelant les Français à **poursuivre le combat**. Pendant le reste de la guerre, la radio gouvernementale – Radio-Paris surtout – est le principal instrument de **la propagande de Vichy**, tandis que la BBC, par son émission quotidienne « les Français parlent aux Français » tente de faire passer **des messages de la Résistance**. Même s'ils sont brouillés par les Allemands, ceux-ci permettent de maintenir un lien entre la France Libre et la France occupée.

b) Les autres médias officiels sont étroitement contrôlés par Vichy et par les Allemands. Les titres de la presse écrite qui sont autorisés à paraître à l'automne 1940 sont placés sous la surveillance d'un organisme gouvernemental, **le Secrétariat général à l'information**, dont les consignes très strictes fixent ce qui peut et ne peut pas être publié. A cette contrainte, s'ajoute celle qu'imposent les Allemands **qui fournissent le papier** aux journaux les plus obéissants et surtout aux journaux collaborateurs, comme *Je suis partout*. Ce sont également les Allemands **qui produisent les actualités** diffusées dans les cinémas de la France occupée, ainsi qu'une grande partie de la propagande imposée aux Français.

c) Les médias de la Résistance sont condamnés à la clandestinité. Même si elle ne dispose que de très peu de moyens, la presse résistante n'en est pas moins extrêmement active : **plus de**

1 000 titres sont publiés – souvent sur une seule page – de 1940 à 1944 et, à la fin de la guerre, *Combat*, le journal le plus diffusé, tire à 200 000 exemplaires. L'essentiel de l'activité de cette presse résistante est de fournir à l'opinion française **une contre-propagande** dénonçant le régime de Vichy et sa politique de collaboration avec l'occupant.

2. Les médias et l'opinion publique se divisent à nouveau face à la crise de mai 1958

a) La presse subit une forte épuration puis un net déclin après la Seconde Guerre mondiale. À la Libération, les journaux **qui ont collaboré avec les Allemands sont interdits** et de nombreux journalistes sont condamnés à mort. Ne peuvent ensuite reparaitre que les titres qui ont subi la censure du régime de Vichy (*Le Figaro*, *Le Parisien libéré* ou *La Croix*), ceux qui sont issus de la Résistance (*Combat* ou *Libération*) et ceux qui remplacent des journaux collaborateurs (*Le Monde*, *France-Soir*, *Ouest-France*, *L'Equipe*). Sont aussi créés de **nouveaux journaux** abondamment illustrés (*Paris-Match* en 1949) et des **magazines d'information** : *L'Express* créé en 1953, *France-Observateur* en 1954. Mais ce renouvellement n'enraye pas le déclin de la presse dont les tirages passent **de 6 à 3 millions d'exemplaires** entre 1946 et 1952.

b) Les médias audiovisuels profitent de ce déclin. Au début des années 1960, **80% des foyers possèdent un poste de radio**, facile à utiliser et aisément transportable depuis l'invention du transistor. Très populaire, ce média reste **sous le contrôle de l'État** – la Radiodiffusion Française (RdF) est créée en 1945 – même si, à partir des années 1950, des radios privées, **les « radios périphériques »** (*Europe n°1*, *Radio Monte-Carlo* et *Radio-Luxembourg*), peuvent émettre depuis l'étranger. Un autre média, **la télévision**, commence à diffuser des informations : le premier journal télévisé est créé en 1949 ; le couronnement d'Elizabeth d'Angleterre est retransmis en 1953. Mais ce média, lui aussi contrôlé par l'État – la RdF devient la RdTF (Radiodiffusion Télévision Française) en 1949 –, est très peu regardé : seuls **1% des foyers français sont équipés** d'une télévision en 1954.

c) La crise du 13 mai 1958 met fin à la IV^e République. Alors que, depuis 1954, une guerre oppose en Algérie l'armée française au FLN (Front de Libération Nationale), la formation d'un gouvernement dirigé par Pierre Pflimlin, réputé favorable à des discussions avec les indépendantistes algériens, déclenche **un soulèvement des Français d'Algérie** soutenus par une partie de l'armée. Tandis que le gouvernement semble désemparé, **de Gaulle** – éloigné du pouvoir depuis 1946 mais appelé par les insurgés d'Alger – déclare le 15 mai qu'il est prêt à « assumer les pouvoirs de la République ». Les choses vont ensuite très vite : Pflimlin ayant démissionné le 27 mai, de Gaulle est chargé par René Coty de former un gouvernement, qui, reçoit les pleins pouvoirs constitutionnels le 3 juin. C'est **la fin de la IV^e République**.

d) Cette crise est très largement médiatisée. La presse écrite apparaît aussi divisée que l'opinion face à ce qui se passe en 1958 : le retour de de Gaulle au pouvoir, salué par la plupart des journaux, est **dénoncé comme un coup d'État** par la presse de gauche (*L'Express*, *L'Observateur* et *L'Humanité* en particulier) déjà très critique vis-à-vis de la guerre d'Algérie. Les médias audiovisuels contrôlés par l'État donnent (comme les actualités cinématographiques du 21 mai) une vision très négative des événements d'Alger, puis **célèbrent la nomination de de Gaulle** à la tête du gouvernement (ce que font les actualités du 7 juin). La même hésitation est visible dans les journaux télévisés de la période.

3. Les médias audiovisuels sont au centre de la crise de mai 1968

a) Une grande partie des médias restent au service du pouvoir après 1958. De Gaulle se méfie de la presse écrite, mais il fait de la radio et surtout de la télévision (62% des foyers en sont équipés en 1968, contre 16% en 1962) **des instruments privilégiés de son gouvernement** : c'est par ces médias qu'il met fin au putsch organisé en 1961 par une partie de l'armée et c'est par la télévision, où il intervient à 79 reprises entre 1958 et 1969, qu'il établit un lien direct avec les Français, l'un des fondements de la V^e République. Pour mieux contrôler l'audiovisuel public, regroupé à partir de 1963 à la « Maison de la Radio », l'**Office de Radiodiffusion Télévision Français (l'ORTF)** est créé en 1964 et est placé sous la tutelle du ministère de l'Information. Les radios périphériques échappent en revanche à cette emprise croissante du pouvoir politique sur les médias.

b) Mai 1968 est une crise aux dimensions multiples. Elle commence par une contestation née dans **les universités parisiennes**, dont les effectifs étudiants ont été multipliés par 5 depuis 1945 alors que peu de choses ont été prévues pour les accueillir : perturbée depuis le mois de mars par des manifestations, la faculté de Nanterre est fermée au début du mois de mai, ce qui amène ses étudiants à venir occuper la Sorbonne. Celle-ci ayant été à son tour fermée, des **manifestations** et des affrontements violents entre étudiants et CRS ont lieu tous les jours au Quartier latin à partir du 3 mai. Sur cette première crise, se greffe un profond **malaise social** lié à l'apparition du chômage et à la dégradation des conditions de travail de nombreux salariés. Pour faire aboutir leurs revendications, les syndicats déclenchent **une grève générale** : il y a 2 millions de grévistes le 13 mai, 10 millions le 22 mai. Mai 1968 est enfin **une crise politique**, alimentée par l'usure du pouvoir gaulliste et par ses hésitations face au mouvement étudiant : le 27 mai, l'opposition de gauche se joint au mouvement et réclame la démission de de Gaulle. La crise de 1968 touche particulièrement les médias, accusés **de véhiculer la propagande** du pouvoir : la parole des étudiants est surtout diffusée par des médias alternatifs, comme les journaux muraux, les affiches ou les graffitis.

c) Cette crise est la plus médiatisée de l'après-guerre. Pendant la première quinzaine de mai, les événements donnent lieu à des comptes-rendus détaillés et abondamment illustrés dans la presse, tandis que les radios et la télévision multiplient les reportages sur les mouvements étudiants et syndicaux. Mais la situation change à partir du 15 mai, lorsque les journaux touchés par la grève **cessent de paraître** et lorsque le gouvernement **censure la diffusion** de reportages trop favorables aux manifestants. En réaction, l'ORTF est progressivement paralysée par **une grève de ses journalistes**. Seules les radios périphériques assurent une couverture complète des événements et montrent la difficulté croissante pour le pouvoir de contrôler des médias de plus en plus nombreux.

d) La crise de 1968 est largement résolue par l'intermédiaire des médias. Après la signature le 27 mai des **accords de Grenelle** qui mettent fin aux mouvements de grève en donnant de très nombreux avantages aux salariés, de Gaulle met en scène **une « disparition » très médiatisée** : en étant introuvable pendant quelques heures le 29 mai, il fait sentir le poids de son absence aux Français. Le lendemain, **il annonce à la radio** qu'il reste au pouvoir, qu'il ne change pas de gouvernement et qu'il dissout l'Assemblée nationale. Cet acte d'autorité, accompagné le même jour d'une grande manifestation gaulliste sur les Champs-Élysées, met fin à la crise de 1968 : après les élections législatives de juin, de Gaulle obtient une majorité absolue à l'Assemblée.

Epilogue : Les médias et l'opinion publique depuis 1968

1. La libéralisation et le renouvellement des médias après 1968. *C'est avec les années 1970 et 1980 que le paysage médiatique commence à prendre ses contours actuels : alors que la presse écrite poursuit un inexorable déclin, les médias audiovisuels s'affranchissent de la tutelle du pouvoir politique. En 1974, la disparition de l'ORTF permet la création de trois chaînes de télévision très largement autonomes, même si elles sont encore financées par l'impôt. A la fin des années 1970, des « radios libres » commencent à émettre illégalement sur la bande FM ; en 1982 une loi met fin au monopole de diffusion exercé par l'État et les radios privées se multiplient : il y en a plus de 1 600 en 1984. Les années 1980 voient enfin apparaître les premières chaînes de télévision privées : Canal+ en 1984, la 5 et TV6 (aujourd'hui disparues) en 1985 ; pendant les années 1990 et 2000, l'offre télévisuelle n'en finit plus d'augmenter, grâce au câble, au satellite ou à la Télévision Numérique Terrestre. Cette évolution s'achève dans les années 1990 avec la généralisation d'Internet, qui permet une création démultipliée et sans cesse accélérée de nouveaux médias : sites d'information, blogs, réseaux sociaux, etc.*

2. Une médiatisation croissante de la vie politique. *En même temps qu'ils s'affranchissent du pouvoir, les médias deviennent les éléments essentiels de la communication politique. Comme le montre l'institution en 1974 d'un débat télévisé opposant les candidats au deuxième tour de l'élection présidentielle, la partie la plus visible, sinon la plus importante, de la vie politique a lieu aujourd'hui à la télévision (où le nombre des émissions politiques accroît en proportion de l'augmentation du nombre des chaînes), sur Internet ou sur les réseaux sociaux. Parallèlement, la plupart des médias deviennent de plus en plus critiques vis-à-vis du pouvoir politique.*

3. Une opinion publique de plus en plus défiante. *Les sondages toujours plus nombreux qui prennent la mesure de l'opinion font apparaître une désaffection croissante vis-à-vis des hommes et des institutions politiques, mais aussi vis-à-vis d'un grand nombre de médias soupçonnés de complaisance à l'égard de ces derniers. Cette défiance se traduit aussi bien par une hausse régulière de l'abstention aux élections que par la place croissante des votes protestataires, comme le montrent les premiers tours des élections présidentielles de 2002 et de 2017. S'il n'y a plus eu de crise politique majeure en France depuis 1968, il y a une crise rampante du politique dans l'opinion, dont les médias sont à la fois les responsables et les victimes. C'est l'une des choses que montre le plus le mouvement des « gilets jaunes ».*